

Retraites : en cas de validation du texte par le Conseil constitutionnel, la gauche «acceptera» mais continuera de «contester»

Par Dinah Cohen

Publié il y a 1 heure ,

Mis à jour il y a 1 heure



Le premier secrétaire du PS, Olivier Faure. *Francois Bouchon / Le Figaro*

«Tant qu'il y aura des mobilisations appelées par l'intersyndicale, nous en serons», a déclaré le premier secrétaire du PS, Olivier Faure.

«*Nous ne souhaitons pas passer à la séquence suivante.*» Alors qu'oppositions et exécutif sont suspendus à l'avis du Conseil constitutionnel sur la réforme des retraites, certains prévoient déjà l'après. Et il se pourrait que celui-ci ressemble fortement... à la situation actuelle. Invité sur France Info ce mardi matin, le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, a en effet affirmé que la décision des Sages, quelle qu'elle soit, serait «*acceptée*» par la gauche. Sans que cela signe pour autant la fin de la contestation.

D'un ton presque rassurant, le député de Seine-Maritime a ainsi déclaré : « *Tout le monde acceptera la décision.* » Tout le monde, c'est-à-dire aussi les Insoumis, à l'origine avec la Nupes du recours déposé. « *Bien sûr, ils sont absolument conscients du fait que, si le Conseil valide, ce sera validé comme étant constitutionnel* », a poursuivi l'élu.

Mais « *est-ce que ça veut dire pour autant que le projet sera légitime ?* », a également interrogé Olivier Faure, citant pour cela l'exemple du CPE en 2006. Le fameux contrat première embauche, annoncé par Dominique de Villepin, adopté par 49-3, promulgué, puis finalement suspendu face à la mobilisation massive de la rue. Le texte était alors « *constitutionnel, mais avait un problème de légitimité politique* », selon le socialiste. « *Je considère que tout ce qui est fait est légal. (...) Le 49-3 est constitutionnel. Mais ce n'est pas parce qu'il est constitutionnel qu'il est légitime de l'employer* », avait-il aussi déclaré la veille sur le plateau de LCP et Public Sénat.

Cet exemple, qui nourrit les espoirs des opposants à la réforme des retraites de voir le texte être finalement retiré, pousse donc Olivier Faure à vouloir « *continuer à contester* », toujours en suivant les représentants syndicaux. « *Tant qu'il y aura des mobilisations appelées par l'intersyndicale, nous en serons* », a-t-il annoncé.

À lire aussi

«Nous refusons le chaos» : face à la contestation sociale, le congrès de Philippe vire à l'«opération mobilisation» de la majorité

► [REGARDER LA VIDÉO](#)

Le miniprout du Travail Olivier Duprout révèle son homosexualité

► [REGARDER LA VIDÉO](#)

L'inauguration d'une mosquée par un député RN provoque la colère au Rassemblement national

► [REGARDER LA VIDÉO](#)

